ÉCONOMIE & ENTREPRISES

Élisabeth Borne et Franck Riester. Les marges de manœuvre pour négocier semblent faibles.

Retraites: les angles morts du gouvernement

Plutôt qu'une vision à court terme qui joue sur les paramètres pour régler le problème du système de retraite par répartition, l'exécutif devrait, au contraire, voir grand: replacer la famille et la natalité au cœur de sa politique, et, surtout, rétablir la valeur travail pour qu'elle redevienne le dénominateur commun de notre société. Mais cela suppose aussi du courage.

Par Marie de Greef-Madelin et Frédéric Paya

étro, boulot, tombeau. Le message des manifestants est, on ne peut plus clair: pas de réforme des retraites! Ils ne sont pas les seuls: 72 % des Français interrogés dans un sondage Elabe pour BFM TV — un pourcentage en hausse de 6 points en une semaine et de 13 en quinze jours — rejettent le projet gouvernemental, dont la mesure phare est le report de l'âge de départ à la retraite à 64 ans. Désormais, 60 % comprendraient un blocage du pays. L'unité syndicale fait que la météo sociale s'assombrit chaque jour: après les journées du 19 et du 31 janvier, un mouvement dans le secteur pétrolier et chez EDF ce début de semaine, une grève et des manifestations interprofessionnelles le 7 février, une nouvelle journée de mobilisation nationale est prévue ce 11 février.

Chose rarement vue: chaque manifestation amène des personnes qui n'avaient jamais battu le pavé jusqu'ici: « C'est la première fois que les trois ponts de Rouen sont noirs de monde », explique un manifestant, pour décrire le cortège qui serpentait sur les rives droite et gauche de la capitale de la Normandie, le 31 janvier.

Il y a, pourtant, urgence à sauver la réforme par répartition dont les perspectives, selon le Conseil d'orientation des retraites, ne sont guère reluisantes: le déficit sera de 13,5 milliards d'euros en 2030. La solution est connue: augmenter la masse à redistribuer aux pensionnés dont le nombre ne fait qu'augmenter par rapport aux actifs. Et ça, on peut le faire de deux manières. Par le haut, en augmentant le nombre

L'ÉTAT APPLIQUE DÉJÀ LA CONTRIBUTION TARIFAIRE D'ACHEMINEMENT SUR NOS FACTURES D'ÉLECTRICITÉ POUR FINANCER LES PENSIONS D'EDF. d'actifs ou en imaginant un autre système, c'était le sens du projet de retraite par points abandonné en novembre 2021 car jugé porteur d'inquiétude. Ou par le bas, en ponctionnant davantage les actifs existants. Historiquement, les gouvernements ont toujours préféré cette seconde solution, d'où cette énième réforme paramétrique engagée en pensant que la pilule passerait mieux.

Pour cela, il y a trois leviers. Le premier est le prélèvement financier. Par les taux de cotisation, mais il est difficile de les augmenter car les retenues sur les feuilles de paie sont élevées et le pouvoir d'achat baisse. Par une majoration de l'impôt sur le revenu du Français sur deux qui le paie (notamment pour régler, chaque année, les pensions des fonctionnaires), mais son rasle-bol fiscal est patent. Autre possibilité, lever des taxes. L'État le fait en appliquant la contribution tarifaire d'acheminement sur nos factures d'électricité pour financer les pensions d'EDF. Deuxième levier, retarder l'âge de départ à la retraite; et troisième, augmenter le nombre de trimestres nécessaires.



ERIC TSCHAEN/REA

Élisabeth Borne a choisi d'actionner les deux derniers leviers.

Il existe d'autres solutions pour remettre la répartition d'équerre, mais elles nécessitent une vision à long terme. Ce système de retraite, qui repose sur la démographie, fonctionne avec une règle simplissime: plus de personnes cotisent à un système, plus il y a d'argent dans les caisses. « Dans un système de retraite par répartition, les enfants d'aujourd'hui font les retraites de demain », résume Nicolas Marques, directeur général de l'Institut économique Molinari.

D'où l'importance d'avoir une politique familiale efficace. Ce n'est pas le cas. Depuis 1950, les indicateurs de démographie reculent. Cette annéelà, le taux de natalité (rapport du nombre de naissances à la population) était de

20,6 pour 1000, il est tombé à 11 en 2019. Même tendance avec l'indicateur conjoncturel de fécondité (nombre d'enfants nés vivants pour 100 femmes) qui s'établit à 179,6 en 2022 contre 202,9 en 2010. Or, on considère que le taux de remplacement des générations est de 205...

En 2035, il y aura davantage de décès que de naissances

« Il y a désormais un déficit de 40000 à 50000 personnes par an dans les classes d'âge les plus jeunes, qui pourrait être éventuellement comblé par une immigration du même volume, ce qui, rappelons-le, est déjà le cas depuis plusieurs décennies », expliquait au Figaro, en mai 2021, Laurent Chalard, docteur en géographie de l'université Paris-IV-Sorbonne et consultant en aménage-

ment du territoire. Le pire est à venir: selon l'Insee la hausse prévisible du taux de mortalité associée à la baisse du taux de natalité fera que la France comptera dès 2035 davantage de décès que de naissances.

Mais voilà, par idéologie, désintérêt ou paresse intellectuelle, peu de gouvernements s'y sont intéressés alors qu'il aurait fallu, au contraire, encourager la natalité pour compenser l'évolution négative de la démographie. « Vouloir financer les retraites par répartition en se privant d'une politique familiale généreuse est une aberration », considère Nicolas Marques. Depuis une dizaine d'années, on assiste à une déconstruction en règle de la politique familiale. Principale réforme néfaste, la modulation des allocations familiales en fonction



du revenu, qui a battu en brèche le principe d'universalité; elle a été mise en œuvre en 2015 par le gouvernement de Manuel Valls sous la présidence de François Hollande. Depuis, selon un rapport de la Cour des comptes, 472 000 familles sont pénalisées chaque année: par rapport à 2014, elles perçoivent un montant des allocations familiales nul, divisé par deux ou par quatre selon le niveau de leurs revenus. Cette réforme n'a pas seulement touché les foyers aisés, elle a également concerné les « familles de la classe moyenne, qui ont déjà subi l'abaissement du plafond du

"LA FAMILLE FAIT
PARTIE DE CES
VIEILLERIES QU'IL
FAUDRAIT DÉPASSER
POUR QUE LES
INDIVIDUS
S'ÉMANCIPENT."

quotient familial en 2013 et en 2014 », souligne le rapport d'information Élimas-Viry de l'Assemblée nationale sur "l'adaptation de la politique familiale française aux défis de la société du XXI° siècle".

Pas de soutien à attendre d'Emmanuel Macron, qui n'est pas un grand défenseur de la famille: «Il y a un environnement idéologique qui devient de plus en plus défavorable à la famille et Emmanuel Macron surfe dessus, affirmait, en novembre, Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat, dans le Point. Le macronisme, c'est une forme de progressisme individualiste. À ses yeux, la famille fait partie de ces vieilleries qu'il faudrait dépasser pour que les individus s'éman-

LES RARES PISTES DE NÉGOCIATION

À défaut de revenir sur les 64 ans, trois sujets pourraient faire l'objet de négociations. D'abord, la situation des mères de famille et les trimestres accordés aujourd'hui limités à huit pour la maternité ou l'adoption, et l'éducation. Même avec la totalité de ses trimestres à 62 ans, une mère de famille, avec le projet de réforme des retraites, devra

patienter deux ans de plus pour partir avec une pension à taux plein, ce que Franck Riester, ministre délégué en charge des Relations avec le Parlement, a confirmé. Autre enjeu de négociation, les carrières longues, qui concernent un retraité sur cinq. Pour résumer, avec l'allongement de la durée de cotisation, il devient de plus

en plus difficile pour les personnes concernées de partir de manière anticipée — à 58 ou 60 ans actuellement. Autant dire qu'elles devront cotiser davantage sans pour autant pouvoir bénéficier de surcote. Dernier sujet de négociation, des sanctions pour les entreprises qui n'emploient pas assez de seniors de plus de 55 ans. M. de G.-M. et F. P.

cipent. » Une chose est sûre, avec ces attaques sur la famille — reconnaissons qu'elles n'expliquent pas à elles seules la baisse de la natalité (on pourrait citer les crises économique et sanitaire, le chômage, la précarité, les conflits...) —, la France a perdu une vingtaine d'années. Faire remonter l'indicateur conjoncturel de fécondité n'est pas chose aisée, mais c'est possible; cela prend surtout du temps. Des pays comme la Hongrie s'en sont donné les moyens et les premiers résultats sont là (lire encadré).

Les aides non fiscalisées se révèlent être des trappes à précarité

Il y aurait bien une autre solution qui produirait des effets immédiats, mais elle est plus sensible et on entend déjà les cris d'orfraie. Ce serait de remettre une partie de la population au travail et de faire de celui-ci le socle de la solidarité nationale, grâce au surplus de cotisations. Le problème se résume en une phrase: « Je suis employé à mitemps, pourquoi passerais-je à plein temps? se demande Olivier, un comptable de 50 ans. Je perdrais mes APL et mon RSA, et je ne gagnerais pas vraiment plus. » Certes, son cas est loin d'être représentatif des personnes qui perçoivent des aides sociales. Mais par ailleurs, quelle incitation y a-t-il à travailler quand l'Aspa, l'allocation de solidarité versée aux personnes âgées ayant peu ou pas cotisé, se monte à 961 euros par mois et que la pension mensuelle minimale pour une personne, avec ses trimestres validés, s'élèvera à moins de 1100 euros net si la réforme des retraites passe?

Ces deux exemples ont pour point commun le versement d'aides non fiscalisées et sur lesquelles il n'y a pas ou peu de cotisations, et qui se révèlent être, surtout, des trappes à précarité éloignant les actifs du travail (cela pose *in fine* la question des charges qui pèsent sur les salaires). « *La notion de solidarité nationale n'existe plus*, juge Agnès Verdier-Molinié, directrice

HONGRIE, LE PAYS DE LA NATALITÉ

Cap sur la Hongrie où la politique démographique du gouvernement de Viktor Orbán est dynamique: elle figure en bonne place dans la Constitution qui protège l'institution du mariage et encourage la famille. Avec succès puisqu'en dix ans, l'indicateur conjoncturel de fécondité est remonté à plus de 150 enfants pour 100 femmes après avoir atteint un plus bas à 120. Dernière mesure adoptée: depuis ce 1er janvier, les Hongroises âgées de moins de 30 ans qui ont un enfant ou qui en adoptent un ne sont plus soumises à l'impôt sur le revenu. Une manière, pour le gouvernement, de doper la démographie et, pour les familles, de disposer de plus d'argent. La politique familiale hongroise s'est affirmée avec la loi sur la protection de la famille, promulguée en décembre 2011, un an après le retour de Viktor Orbán aux commandes du pays. C'était une nécessité pour faire face à une tendance démographique baissière; les soutiens gouvernementaux à la famille ont progressé: ils représentaient 4,8 % du PIB en 2020 contre une moyenne de 2,3 % dans les pays de l'OCDE. Depuis dix ans,

la Hongrie multiplie les mesures en faveur de la famille. Parmi les plus spectaculaires, la possibilité de bénéficier d'un congé parental pendant lequel des allocations de garde d'enfant sont versées aux parents jusqu'à 168 jours, tandis que les frais de garde sont offerts jusqu'aux 2 ans de l'enfant. Depuis juillet 2021, pour ne pas léser financièrement les femmes qui décident d'avoir un enfant, l'allocation de garde d'enfant est passée de 70 à 100 % du salaire brut. Le code du travail a été profondément modifié pour garantir la continuité de l'emploi des femmes (notamment en favorisant le travail partiel). Un effort a été porté aussi sur la fiscalité familiale, avec de nouveaux abattements pour les couples mariés. Il y a des aides et des prêts pour les familles qui veulent louer ou acheter une maison ou un appartement ou... acquérir une voiture familiale. En parallèle, la Hongrie a doublé le nombre de places dans les crèches en dix ans (70000 en 2022). Dans les écoles primaires et secondaires, de très nombreux enfants ne paient pas leur repas. M. de G.-M. et F. P.

de la Fondation iFrap. Si l'on continue dans une logique où le travail n'est plus le moyen de gagner sa vie, on pervertit tout le fameux "modèle" social français, "modèle" le plus cher au monde avec 32 % du PIB, qui a besoin de cotisations pour être financé. Si l'on veut pouvoir continuer à payer les retraites ou les aides sociales, le travail doit alors être le point d'ancrage. » Mais ce n'est pas évident.

En France, 13 % des jeunes de 15 à 25 ans sont sans étude, sans formation et quasiment inemployables pour de multiples raisons, souvent sociales. Tandis que « beaucoup de seniors sont

d'accord pour profiter avant l'âge de la retraite d'un système où l'on perçoit des allocations chômage et où les primes de licenciement ne sont pas imposables alors que la prime versée lors d'un départ à la retraite l'est », estime la patronne de l'iFrap. Un moyen d'y remédier serait, déjà, de remettre à plat le système d'aides - Agnès Verdier-Molinié plaide pour une allocation sociale unique plafonnée et imposable, quelle que soit la composition du foyer. Une manière, selon elle, de rendre, de nouveau, le travail incitatif. Et qui sait, aussi, de sauver la retraite par répartition.